

Guerre des symboles (ils enlèvent les croix) : la page d'OTC

Plus d'une cinquantaine de sites religieux arméniens répertoriés en Artsakh



Monastère de Gandzasar

XIII^e siècle : Monastère arménien dont le style est similaire aux plans des églises arméniennes de Geghard, Hovhannavank et Harichavank. Les historiens azerbaïdjanais omettent intentionnellement le fait que Gandzasar est un exemple typique de l'architecture arménienne des 10^e-13^e siècles, ainsi que les nombreuses inscriptions arméniennes sur le dessin de la façade.

La question reste posée : où était l'Azerbaïdjan quand le premier monastère en Artsakh a été construit au 4^e siècle ?

Liste communiquée par Sonia Avakian-Bedrossian, Présidente d'Honneur de l'UGAB Sofia depuis janvier 2017.

Dadivank (4^e siècle) et Cathogike (9-11^e siècle)

Monastère d'Amaras (4^e siècle)

Saint Georges de Tsitsernavank (4^e-5^e siècle)

Gtchavank (4^e-13^e siècles)

Le monastère de l'apôtre Yeghishe (Jrvshtik) (5^e siècle),

Matagis Croix blanche de Vankasari (5^e siècle)

Monastère de Dizapait Kataro et Sainte Vierge Marie (5^e siècle)

Pain Bri ehtsi (7-17^e siècle)

Okhten porte monastère de Mokhrenis (7^e-17^e siècle)

Saint Acobavank de Kolatak (9^e siècle)

Saint Sauveur du Blé (9^e siècle)

св. Stepan Tsmakaholiyski (9-10^e siècle)

Monastère de Spitak Hach dans le village de Hadruti Vank (10^e siècle)

Le désert de Yegisha Kusi, l'architecte (12^e tour)

Saint-Georges de Chankatagi (12^e siècle)

Hatawank (12-13^e siècles)

Surb désert d'Astvastatsin sur Karvachar (12-13^e siècle)

Saint Paul le Sauveur (12-13^e siècle)

Monastère Ovanes le Baptiste (1216-1238)

Shoshkavank de la messe de Saint Astvatsin (13^e siècle)

Monastère de Horeka (13^e siècle)

Kawakavank (14^e siècle)

Église évangélique Sainte Gayane Kusanats désert (1616)

La sainte résurrection d'Hadrut (1621)

Pirumashen (1641)

Sainte Vierge de l'Évangile (1651)

Saint Stepanos de Khachmachi (1654)

Nouvelle Église de Shoshi (1655)

Saint Pandaléon de Berdadzor (Parin Pizh) (1658)

Désert des Ghevondyants de Moskhmhat (1658)

Kaki Saint Minas (1673)

Église Saint-Grégoire d'Herher (1676)

Sainte Vierge de Tsakhkavank de Tsakuri (1682)

Monastère de Yeritsmankan (1691)

Église Masrik Kashunik (1694)

Napat Saint Sauveur (Napat) (17^e siècle)

Saint Stepanos Hochanski (XVII^e siècle)

Complexe du monastère de Bovurhan (17^e siècle)

Saint Jean Baptiste de Togi (1736)

Sainte Vierge de Khnatsahi (1740)

Saint Stepanos de Padara (XVIII^e siècle)

Sainte Vierge Marie de Mushkapati (XVIII^e siècle)

Sainte Vierge de Dashushen (1843)

Saint Ovanes le Baptiste de Shushi (1847)

Vierge Marie de Ngi (1853)

Saint Ovanes Carapet de Martakert (1857)

Vierge Marie d'Aigestan (1860)

Sainte Mère de Dieu à Karin Taki (1862)

Saint Sauveur de Shushi (1868-1887)

Vierge Marie d'Ashan (1896) - Saint Georges d'Astgashen (1898)

Saint Georges de Matagizi (1898)

ARMENPRESS

17 octobre 2024

Le ministre des Affaires étrangères Mirzoyan participera à la plate-forme consultative régionale 3+3 à Istanbul

EREVAN, 17 OCTOBRE, ARMENPRESS: Le ministre arménien des Affaires étrangères, Ararat Mirzoyan, effectuera une visite de travail en Turquie le 18 octobre afin de participer à la plateforme consultative régionale 3+3, qui se tiendra à Istanbul le vendredi.

Selon le ministère des Affaires étrangères, des réunions bilatérales sont également prévues.

Published by [Armenpress](https://armenpress.am/fr/article/1202581), original at <https://armenpress.am/fr/article/1202581>

Nouvelles d'Arménie Magazine

16 octobre 2024

L'Arménie et l'Azerbaïdjan « sur le point de parvenir à un accord » ?

Le président du Parlement arménien, Alen Simonyan, a annoncé que l'Arménie et l'Azerbaïdjan s'étaient jusqu'à présent mis d'accord sur 16 points de l'accord de paix envisagé et que les deux pays étaient « sur le point de parvenir à un accord ».

Le Président de l'Assemblée nationale Simonyan a fait cette annonce dans son discours lors du débat général de la 149^e Assemblée de l'UIP à Genève.

« En ce qui concerne la paix, je tiens à signaler que l'Arménie et l'Azerbaïdjan sont sur le point de conclure un accord. Pour rappel, lorsque le processus de paix a véritablement commencé il y a plusieurs mois, l'Azerbaïdjan souhaitait que nous parvenions à un accord sur cinq points reconnus au niveau international. Je suis heureux d'annoncer qu'à ce jour, nous nous sommes mis d'accord sur 16 points. Mesdames et Messieurs, le mieux ne doit plus être l'ennemi du bien. Le temps de faire la paix est venu, le temps de la paix est venu. Nous invitons l'Azerbaïdjan à rassembler la volonté politique nécessaire pour saisir l'occasion et se joindre à nous pour concrétiser ce qui est possible. L'Arménie, pour sa part, est prête à signer un traité de paix dès aujourd'hui », a déclaré M. Simonyan en conclusion de son discours.

À noter que depuis un certain temps les déclarations contradictoires s'accumulent.

Nor Haratch

11 octobre 2024

[L'Azerbaïdjan affiche fièrement des images de la cathédrale Saint Sauveur de Ghazanchetsots à Chouchi, soi-disant « restaurée » - Nor Haratch](#)

L'Azerbaïdjan affiche fièrement des images de la cathédrale Saint Sauveur de Ghazanchetsots à Chouchi, soi-disant « restaurée »



L'Azerbaïdjan a fièrement diffusé des images de la cathédrale Saint Sauveur de

Ghazanchetsots à Chouchi, après soi-disant sa « restauration ».

Il s'avère que cette « restauration » a en réalité consisté à démolir le dôme de l'église, qui avait été détruit par deux frappes aériennes de l'armée de l'air azerbaïdjanaise pendant la guerre de 44 jours. De plus, tous les symboles arméniens ont été retirés des murs et du territoire de l'église.



Avant



... Et après

Rappelons que l'Azerbaïdjan avait ciblé l'église alors que des civils s'y réfugiaient. Le correspondant de guerre russe, Yuri Kotenok, avait été grièvement blessé lors de cette attaque.

Pendant près de quatre ans, l'Azerbaïdjan a dissimulé la nature des travaux réalisés sur le site de l'église. Aujourd'hui, il n'y a plus de mystère : Saint-Sauveur de Ghazanchetsots a été mutilée et vandalisée dans le but de la présenter comme « une autre église oudi ».

Nouvelles d'Arménie Magazine

16 octobre 2024

[Plus de 5 000 employés d'institutions publiques et non étatiques vivent à \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Plus de 5 000 employés

d'institutions publiques et non étatiques vivent à Stepanakert capitale de l'Artsakh occupé par l'Azerbaïdjan

Plus de 5 000 personnes vivent à Stepanakert, la capitale de l'Artsakh occupée par l'Azerbaïdjan depuis l'invasion de septembre 2023. Ces données ont été publiées par Hamid Mehdiyev, directeur exécutif adjoint du Service de reconstruction, de construction et de gestion de la ville.

« Le retour des personnes déplacées à l'intérieur du pays n'a pas encore commencé, mais plus de 5 000 personnes, employés d'institutions étatiques et non étatiques, y vivent désormais. Grâce au début des travaux à l'université, 1 200 étudiants y ont également été installés », a-t-il déclaré.

Krikor Amirzayan

Nouvelles d'Arménie Magazine

16 octobre 2024

[Erevan propose des pourparlers de dernière minute avec Bakou - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://armenews.com)

Erevan propose des pourparlers de

dernière minute avec Bakou

Le Premier ministre Nikol Pachinian a proposé que l'Arménie et l'Azerbaïdjan organisent de nouveaux pourparlers afin d'aplanir leurs divergences et de signer un accord de paix avant le sommet COP29 qui se tiendra le mois prochain à Bakou, a déclaré mardi 15 octobre un haut fonctionnaire arménien.

Selon Sargis Khandanian, président de la commission parlementaire arménienne des relations extérieures, M. Pachinian a fait cette offre lors de « contacts informels » avec le président azerbaïdjanais Ilham Aliev en marge du sommet de la Communauté des États indépendants qui s'est tenu la semaine dernière à Moscou.

« Il a été suggéré que les ministres des Affaires étrangères [des deux États] se réunissent pendant deux jours, se mettent d'accord sur un ou deux articles du traité de paix qui n'ont pas été convenus et que les dirigeants signent ensuite le traité avant la COP29 à Bakou », a déclaré M. Khandanian à l'agence de presse Armenpress. Pour être honnête, je ne connais pas la réaction de l'Azerbaïdjan, mais j'espère que cette logique sera mise en œuvre. »

Ces remarques contrastent avec les propos tenus par Armen Grigorian, secrétaire du Conseil de sécurité arménien, lors d'une conférence à Prague plus tôt dans la journée. M. Grigorian a déclaré que Bakou et Erevan auraient besoin de « beaucoup de temps » pour régler les derniers points d'achoppement. Il a donc réaffirmé la proposition arménienne de signer un accord intérimaire qui ne tiendrait pas compte de ces désaccords.

Lundi, I. Aliev a de nouveau rejeté cette proposition, qui a été faite à plusieurs reprises par N. Pachinian et d'autres responsables arméniens au cours des dernières semaines. Il l'a qualifiée d'irréaliste.

Les critiques internes du Premier ministre affirment qu'il cherche désespérément à conclure un accord de paix incomplet dans l'espoir de tromper les Arméniens et d'accroître ses chances de rester au pouvoir. Ils affirment également que l'Azerbaïdjan n'a pas l'intention de faire la paix avec l'Arménie avant d'obtenir des concessions plus importantes de la part de l'Arménie.

Vendredi dernier, Aliev a de nouveau menacé l'Arménie d'une action militaire, accusant Erevan de jouer à des « jeux dangereux ». Le ministère arménien des Affaires étrangères a réagi en déclarant que Bakou pourrait être en train de « préparer une agression » contre l'Arménie.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 20

L'Orient Le Jour

2 octobre 2024

[Des milliers de manifestants demandent à nouveau le départ du Premier ministre - L'Orient-Le Jour \(lorientlejour.com\)](https://www.orientlejour.com)

Des milliers de manifestants demandent à nouveau le départ du Premier ministre

AFP / le 02 octobre 2024 à 22h11

Le Premier ministre arménien, Nikol Pachinian. Photo AFP / Bureau de presse du gouvernement arménien / Tigran MEHRABYAN

Des milliers de manifestants se sont rassemblés mercredi en Arménie pour demander à nouveau la démission du Premier ministre Nikol Pachinian en raison de sa gestion des relations du pays avec l'Azerbaïdjan.

Malgré une série de protestations et de manifestations au printemps, menées notamment par l'archevêque Bagrat Galstanyan, M. Pachinian n'a rien cédé.

Aux cris de "Nikol (Pachinian) traître !", des milliers de manifestants se sont rassemblés sur la place de la République à Erevan, devant le siège du gouvernement, encadrés par un important dispositif policier, a constaté un journaliste de l'AFP.

"Ce n'est pas facile de se débarrasser du gouvernement de M. Pachinian, mais il ne faut pas perdre espoir", a déclaré l'une des manifestantes, Sveta Sargsian, 64 ans. "Ce qu'il nous faut, c'est un gouvernement qui défendra chaque centimètre du sol arménien".

Selon une autre manifestante, Karen Hovhannisian, 55 ans, "nous ne pouvons plus supporter le gouvernement de Pachinian, qui mène une politique anti-arménienne".

Le rassemblement s'est tenu quelques jours après que l'archevêque Bagrat Galstanyan a appelé à se remobiliser pour obtenir le départ du Premier ministre.

Le chef religieux a accusé Pachinian d'avoir fait des concessions territoriales excessives à Bakou.

L'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont livrés à deux guerres - en 2020 et dans les années 1990 - au sujet de la région du Karabakh, autrefois disputée, que Bakou a reprise l'année dernière aux séparatistes arméniens qui l'avaient contrôlée pendant trois décennies.

Presque tous les Arméniens de souche, soit plus de 100.000 personnes, ont fui le Karabakh dans la foulée et, en mai, M. Pachinian a rendu à l'Azerbaïdjan le contrôle de quatre villages frontaliers dont les forces arméniennes s'était emparés des décennies plus tôt.

L'archevêque a tenté de lancer une procédure en destitution contre M. Pachinian et a même quitté temporairement sa fonction religieuse pour briguer la direction du gouvernement.

Mais il n'est pas éligible au poste de Premier ministre selon la loi arménienne, car il a la double nationalité arménienne et canadienne, et l'opposition ne contrôle pas assez de sièges au Parlement pour lancer une procédure de destitution.

L'Arménie et l'Azerbaïdjan assurent qu'un accord de paix global est à portée de main pour mettre fin à leur conflit, mais les pourparlers n'ont jusqu'à présent pas abouti.

mkh-im/mm/fjb

© Agence France-Presse

L'Orient -Le Jour

30 septembre 2024

Une « paix partielle » avec l'Arménie n'est « pas une option », dit l'Azerbaïdjan à l'ONU

Une « paix partielle » avec l'Arménie n'est « pas une option », a déclaré le ministre azerbaïdjanais des Affaires étrangères à l'ONU, après le message d'optimisme porté plus tôt dans la semaine par Erevan. « Une paix partielle n'est pas une option après tant de souffrances infligées par l'irrédentisme et les revendications territoriales contre un voisin », a déclaré Jeyhun Bayramov à la tribune de l'Assemblée générale, insistant en particulier pour un changement de la Constitution arménienne, qui fait référence à la « réunification » avec le Haut-Karabakh. Il y a tout juste un an, l'Azerbaïdjan venait de reprendre le Haut-Karabakh, une enclave montagneuse sous souveraineté azerbaïdjanaise qui était majoritairement peuplée d'Arméniens. L'offensive n'avait duré que quelques jours et s'était déroulée pendant la grand-messe annuelle de l'Assemblée générale de l'ONU, créant la stupéfaction parmi les diplomates occidentaux, en particulier Américains et Français alors très impliqués dans la médiation. Ils avaient assisté, impuissants, à l'exode de près de 120 000 Arméniens. Jeudi, à la tribune de l'ONU, le Premier ministre arménien Nikol Pachinian avait porté un message d'optimisme, assurant que la paix était « non seulement possible, mais encore à portée de main ». Estimant que les deux parties sont d'accord sur 80 % des points d'un potentiel traité, il avait souligné qu'Erevan aimerait signer l'accord sur la base des points déjà approuvés. Mais Bakou s'y oppose, estimant qu'il n'y a pas d'accord possible tant que tous les points ne sont pas réglés.

« Pour la finalisation du processus de normalisation, l'Arménie doit encore abandonner légalement toutes ses revendications territoriales sur l'Azerbaïdjan, une fois pour toutes, par l'intermédiaire d'un amendement de sa Constitution », a insisté le chef de la diplomatie azerbaïdjanaise, jugeant que la souveraineté de son pays ne pouvait demeurer dans « un flou juridique ». Il a également accusé l'Arménie d'avoir « largement augmenté son budget de défense ». Reconnaisant toutefois des « progrès importants » dans le processus de normalisation entre les deux voisins depuis un an, il a appelé, « à ce moment critique », à « des démarches rapides pour régler les derniers obstacles vers la finalisation ». Concernant le changement de la Constitution arménienne, qui requiert

l'organisation d'un référendum- un processus long à l'issue incertaine - des diplomates occidentaux y voient « une manœuvre dilatoire » de Bakou qui consiste à demander l'impossible pour ne pas signer d'accord.

L'Azerbaïdjan, avec ses richesses gazières et une armée modernisée renforcée par les armes turques, a semblé jusqu'alors être en position de force dans les négociations. Mais alors que le pays a gagné en visibilité internationale - Bakou est l'hôte en novembre de la COP29 - la pression de la communauté internationale s'accroît pour qu'un accord soit signé avant ce grand rendez-vous consacré au climat.

Source : AFP

EUROPE - FRANCE

ARMENPRESS

16 octobre 2024

5ème réunion de la plateforme de la société civile UE-Arménie à Bruxelles

EREVAN, 16 OCTOBRE, ARMENPRESS: La cinquième réunion de la plateforme de la société civile UE-Arménie s'est tenue à Bruxelles le 15 octobre, sous la présidence de Mme Lusine Hakobyan et de M. Simo Tiainen. Selon la correspondante d'Armenpress à Bruxelles, des représentants de la Commission européenne, du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), du Comité économique et social européen et des dirigeants de différentes organisations de la société civile d'Arménie et de l'Union européenne étaient présents à la réunion.

L'ambassadeur Tigran Balayan, chef de la mission de l'Arménie auprès de l'UE, a souligné que l'Arménie s'engageait à parvenir à la paix. Il a noté que si les partenaires internationaux adoptaient une position de principe, il serait possible de signer le texte déjà convenu du traité de paix avec l'Azerbaïdjan et d'obtenir la libération des prisonniers de guerre arméniens et des otages illégalement détenus à Bakou. Balayan a souligné le rôle de la société civile dans l'avancement du partenariat Arménie-UE. Les fonctionnaires de l'UE et les représentants des organisations non gouvernementales présents à la réunion ont évalué positivement le processus de réforme en Arménie et ont assuré qu'ils continueraient à travailler de manière cohérente pour renforcer les relations et traiter les questions soulevées.

La plate-forme de la société civile UE-Arménie a été créée conformément à l'article 366 de l'accord de partenariat global et élargi (CEPA) et se compose de représentants de l'Union européenne et de la société civile arménienne. L'objectif de la plate-forme de la société civile est de fournir des consultations aux autorités arméniennes sur la mise en œuvre du CEPA, de suivre l'exécution de l'accord et d'établir des contacts et des liens entre les sociétés civiles de l'Arménie et de l'Union européenne.

Lilit Gasparyan

Published by [Armenpress](https://armenpress.am/fr/article/1202449), original at <https://armenpress.am/fr/article/1202449>

Nor Haratch

15 octobre 2024

Déclaration pour la souveraineté de la République d'Arménie



Après trente-trois ans d'indépendance proclamée, trois guerres pour la défense du Haut Karabagh, exposée à une nouvelle confrontation avec l'Azerbaïdjan qui

revendique la partie méridionale de son territoire et en occupe déjà 240 km² le long de sa frontière orientale, la République d'Arménie a pris le parti de répondre à ces menaces existentielles par l'affirmation de sa souveraineté et le renforcement de son État.

Nous approuvons ce choix car il n'existe aucune alternative à la survie comme à l'émancipation d'un peuple que de travailler sans cesse à la défense de ses propres intérêts, pensés par et pour lui-même.

Nous défendons ce choix car la protection de cet État dépendra de sa capacité à se doter d'un potentiel militaire dissuasif et d'une stratégie de sécurité et de défense qui lui soit propre, nécessairement réaliste pour être efficace et respectée. La fiabilité de ses partenariats dépendra de sa crédibilité à devenir un État pleinement souverain, en capacité de dire non et de riposter quand son intégrité est menacée.

Nous assumons ce choix car l'affirmation d'un État dépend de son ambition à devenir un acteur authentique sur la scène internationale, laquelle l'oblige à multiplier les cartes de son jeu plutôt que de dépendre d'un seul atout, stratégie perdante dans tous les cas.

La souveraineté ne peut s'entendre que comme l'émancipation des différents statuts de la soumission, qu'elle se décline sous la forme de la dhimmitude ou de la vassalité, à chaque fois imposée aux Arméniens pour mieux les affaiblir et maîtriser leur destin.

Ce choix passe par l'exigence irrécusable de consolider un État de droit, dont l'autorité ne saurait émaner, comme ce fut le cas auparavant, de la soumission à un pouvoir arbitraire contrôlé par des oligarchies criminelles et corrompues, au service de leurs intérêts privés. Elle doit au contraire, aujourd'hui comme demain, ne jamais cesser de puiser sa légitimité dans l'exercice d'une gouvernance démocratique et le mandat que lui donne son peuple, à travers des élections libres et impartiales.

Nous, citoyennes et citoyens français, belges, suisses, détenteurs d'une double culture ou soucieux de l'avenir de l'Arménie, accompagnons le peuple arménien dans son choix de la souveraineté, qui est celui de la vie et du renouveau après sa disparition programmée en 1915 et de la résistance face aux menaces d'aujourd'hui.

C'est aussi le choix de l'espoir, celui des hommes et des femmes d'Arménie qui relèvent avec persévérance le défi de vivre libres et respectés, pour offrir à leurs enfants un avenir digne et prospère et gagner le droit de continuer leur existence dans ce pays qui est le leur.

C'est enfin la chance de se retrouver aux côtés des citoyens arméniens pour s'unir autour d'une ambition réelle en se libérant des chaînes comme des chimères du passé. Il n'est que temps d'être au rendez-vous de la construction d'un Etat souverain, qui ouvrira à la République d'Arménie les chemins du possible.

Paris, Bruxelles, Genève et Erevan, le 21 septembre 2024

Premiers signataires

Alexandre Armen **Couyoumdjian** (avocat), Michel **Marian** (essayiste), Taline **Papazian** (politologue, directrice Armenia Peace Initiative), Robert **Aydabirian** (ancien cadre dirigeant), Eric **Dadian** (chef d'entreprise), Michel **Davoudian** (chef d'entreprise), François **Devedjian** (avocat), Patrick **Donabedian** (historien de l'art médiéval), Taniel **Doniguian** (chef d'entreprise), Denis **Donikian** (écrivain), René **Dzagoyan** (écrivain), Gohar **Galustian** (enseignante en droit public), Cécile **Gul** (consultante), Cyril **Harpoutlian** (chef d'entreprise), Stéphane **Hasbanian** (avocat), Philippe **Huneman** (philosophe, biologiste), Grégoire **Jakhian** (avocat), Jacques **Kébadian** (cinéaste), Georges **Képénékian** (médecin, ancien maire de Lyon), Razmig **Keucheyan** (professeur de sociologie), Raymond Haroutioun **Kevorkian** (historien), Stéfan **Kristensen** (philosophe), Jean Pierre **Mahé** (orientaliste), Gérard **Malkassian** (philosophe), Claude **Mutafian** (mathématicien, historien), Vincent **Nioré** (avocat, ancien Vice-Bâtonnier du Barreau de Paris), Michel **Petrossian** (compositeur), Philippe **Poux** (chef d'entreprise), Charlie **Sansonetti** (réalisateur), Sasun **Saugy** (ancien directeur innovation au ministère de l'économie), Astrig **Siranossian** (violoncelliste), Chouchane **Siranossian** (violoniste), Philippe S. **Sukiasyan** (enseignant), Gérard **Tcholakian** (avocat), Naira **Zoroyan** (avocate)

Pour signer la déclaration, vous pouvez vous rendre sur www.armeniesouveraine.org (à partir du 15 octobre 2024)

Nor Haratch

14 octobre 2024

Claude Mutafian présentera son ouvrage, « Jérusalem et les Arméniens », à la Péniche Anako



jeudi 31 octobre à 20 h 30

à la Péniche Anako

Bassin de la Villette - face au 34, quai de la Loire, 75019 PARIS - Métro : Stalingrad ou Jaurès

Dans la division en quatre de la vieille ville de Jérusalem, le quartier chrétien et le quartier arménien sont contigus mais indépendants. Cette situation a priori paradoxale correspond bien à l'ancienneté et à l'importance de la présence arménienne. Jérusalem est en effet restée un mythe pour les Arméniens dès le IV^e siècle, quand le christianisme a été proclamé religion nationale. Les relations des Arméniens avec la Ville sainte n'ont jamais cessé, pour culminer à l'époque des croisades qui donnèrent l'occasion de fonder en Cilicie, à la fin du XI^e siècle, un État arménien frontalier de la Syrie franque, converti en royaume un siècle plus tard. Jérusalem abritait alors le siège d'un Patriarcat arménien et l'activité culturelle y était particulièrement intense. En témoignent la quantité et la qualité des inscriptions, des sculptures, des mosaïques, des pièces d'orfèvrerie, ou encore des manuscrits superbement calligraphiés, ornés de miniatures qui comptent parmi les chefs-d'œuvre de l'art arménien. Sous la domination des Mamelouks, la culture arménienne continua à fleurir à Jérusalem, comme on peut le voir dans les nombreux récits des voyageurs européens qui n'omettaient jamais une section consacrée aux Arméniens.

À l'heure actuelle, Jérusalem est le plus important conservatoire de la culture arménienne hors d'Arménie. Une étude vaste et approfondie, qui, par le biais d'abondantes sources iconographiques, rend compte des multiples relations que les Arméniens ont nouées avec la Palestine durant plus de quinze siècles.

Mathématicien et historien, Claude Mutaïan (né en 1942) est professeur agrégé de mathématiques. Il a enseigné cette discipline à l'Université Paris XIII et dans diverses universités étrangères. Après la publication de plusieurs livres d'algèbre, il se consacre depuis 1980 à l'histoire, et plus spécialement aux relations de l'Arménie avec ses divers voisins au fil du temps. Docteur en histoire, il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur ce pays et sa culture, dont, publiés aux Belles Lettres, *La Cilicie au carrefour des empires* (1988), *L'Arménie du Levant* (2012), *La Saga des Arméniens de l'Ararat aux Carpates* (2018) et *Jérusalem et les Arméniens jusqu'à la conquête ottomane* (2022).

USA

ARMENPRESS

17 octobre 2024

Les Etats-Unis continueront à soutenir les réformes militaires arméniennes

EREVAN, 17 OCTOBRE, ARMENPRESS: Le 16 octobre, en marge de sa visite aux États-Unis, le premier vice-ministre de la Défense de la République d'Arménie et chef d'état-major général des Forces armées, le général de corps d'armée Edward

Asryan, a rencontré le président de l'état-major interarmées des Forces armées des États-Unis, le général Charles Brown.

Au cours de la réunion, les deux parties ont discuté de sujets d'intérêt mutuel, reconnaissant le développement continu de la coopération arméno-américaine en matière de défense, a déclaré le ministère de la défense dans un communiqué de presse.

Les États-Unis ont réaffirmé leur engagement à soutenir la transformation et les réformes en cours des forces armées de la République d'Arménie.

L'importance du maintien des activités conjointes a été soulignée, et une série de questions liées à la sécurité régionale ont également été abordées.

Published by [Armenpress](https://armenpress.am/fr/article/1202510), original at <https://armenpress.am/fr/article/1202510>

ARMENPRESS

17 octobre 2024

L'Arménie prolonge l'accord avec les États-Unis sur la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive

EREVAN, 17 OCTOBRE, ARMENPRESS: La Commission permanente des Affaires de défense et de sécurité de l'Assemblée nationale de la République d'Arménie a donné un avis positif sur le projet de loi « Sur la ratification de l'accord sur la prolongation de la durée de l'accord de coopération entre le gouvernement de la République d'Arménie et le gouvernement des États-Unis d'Amérique dans le domaine de la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive ».

Comme le rapporte Armenpress, le 17 octobre, le projet a été présenté en première lecture par le vice-ministre de la défense de la République d'Arménie,

Arman Sargsyan.

Il a rappelé que le 24 juillet 2000, à Washington, un accord a été signé entre le Gouvernement de la République d'Arménie et le Gouvernement des États-Unis sur la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, ainsi que la prolifération des technologies, des matériaux, des connaissances et de l'expérience directement liés à ces armes, les armes nucléaires, biologiques et chimiques, ainsi que sur la prévention du transfert, du transit et du transport non autorisés des matières premières qui sont directement liées à ces armes.

Selon lui, l'accord a été signé pour une période de 7 ans et a déjà été prolongé deux fois.

« Le 2 mai 2024, un accord a été signé à Erevan pour prolonger l'accord de 7 ans jusqu'au 30 novembre 2030 », a déclaré M. Sargsyan.

Après avoir détaillé la procédure et les conditions définies et stipulées dans l'accord, l'orateur principal a proposé de voter en faveur du projet.

Le vice-président de la commission permanente des affaires de défense et de sécurité, Armen Khachatryan, a souligné qu'il n'y avait pas de points problématiques dans le projet et a proposé de voter en faveur du projet.

Published by [Armenpress](https://armenpress.am/fr/article/1202533), original at <https://armenpress.am/fr/article/1202533>

Nouvelles d'Arménie Magazine

16 octobre 2024

**Les États-Unis souhaitent voir
signé le traité de paix entre
l'Arménie et l'Azerbaïdjan il y a**

quelques mois affirme Washington



Les États-Unis souhaitent voir un accord de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan il y a quelques mois, a déclaré le porte-parole du Département d'État, Matthew Miller, lors d'un point de presse quotidien.

Il a déclaré que les États-Unis n'avaient jamais lié l'accord de paix à la conférence COP29 qui se tiendra le mois prochain à Bakou.

« Nous souhaitons voir un accord de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan il y a des mois et nous avons insisté pour conclure un accord de paix, en fin de compte nous espérons atteindre cette frontière. Mais cela dépend des deux parties, pas des États-Unis », a déclaré le porte-parole de Washington Matthew Miller.

L'Arménie a annoncé à plusieurs reprises qu'elle était prête à signer l'accord. Mais l'Azerbaïdjan ne semble pas vouloir la signature du traité de paix.

Krikor Amirzayan

TURQUIE

Nouvelles d'Arménie Magazine

16 octobre 2024

[La Turquie insiste sur la création d'un corridor azéri à travers \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

La Turquie insiste sur la création

d'un corridor azéri à travers l'Arménie

Le président du Parlement turc, Numan Kurtulmus, a réitéré les appels d'Ankara en faveur d'un corridor terrestre qui relierait l'Azerbaïdjan à son enclave du Nakhitchevan ainsi qu'à la Turquie à travers l'Arménie.

M. Kurtulmus a souligné la « position commune de la Turquie et de l'Azerbaïdjan sur les questions régionales et mondiales » lors d'une réunion avec son homologue azerbaïdjanaise Sahiba Gafarova qui s'est tenue à Genève lundi. Il y a rencontré le président du parlement arménien, Alen Simonian, plus tard dans la journée.

Selon le compte-rendu officiel turc de la réunion avec M^{me} Gafarova, M. Kurtulmus a déclaré que la victoire de l'Azerbaïdjan dans la guerre de 2020 au Nagorno-Karabakh, grandement facilitée par le soutien militaire turc, a changé « l'équilibre dans la région » et a créé une « grande opportunité pour le monde turc ». Il a ajouté que les deux alliés turcs espéraient que le « corridor du Zangezur serait ouvert au bénéfice de l'Azerbaïdjan, de la Turquie et des autres peuples de la région ».

L'Azerbaïdjan réclame un tel corridor extraterritorial depuis la guerre de 2020. La Turquie a soutenu ces demandes, liant leur réalisation par l'Arménie à la normalisation des relations turco-arméniennes. Le président turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré en juillet qu'un accord sur le corridor serait la « dernière étape » dans la résolution du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Le chef de l'agence nationale de renseignement turque, Ibrahim Kalin, s'est fait l'écho de cette déclaration lors d'une visite ultérieure à Bakou. M. Kalin était présent lors des entretiens entre M. Erdogan et le Premier ministre arménien, M. Pachinian, qui se sont tenus à New York à la fin du mois dernier.

Le gouvernement arménien maintient que les personnes et les marchandises circulant entre le Nakhitchevan et le reste de l'Azerbaïdjan ne peuvent être exemptées des contrôles frontaliers arméniens et que les deux nations ne devraient avoir que des liaisons de transport conventionnelles. Simonian a réaffirmé sa position lors de ses entretiens avec Kurtulmus en marge de la dernière session de l'Union interparlementaire.

« Si notre position est connue d'eux et s'ils continuent à utiliser ce terme [corridor de Zangezur], on peut supposer qu'ils parlent au moins d'un corridor

extraterritorial, ce qui est inacceptable pour nous », a déclaré mardi Sargis Khandanian, président de la commission des relations extérieures du parlement arménien, au service arménien de RFE/RL.

Le corridor exigé par Bakou et Ankara passerait par le Syunik, la seule région arménienne frontalière de l'Iran. La République islamique a mis en garde à plusieurs reprises contre les tentatives visant à la priver de la frontière commune et des liaisons de transport avec l'Arménie. Son guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, a déclaré à M. Pachinian en juillet que le corridor serait également « préjudiciable à l'Arménie ».

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 20

Nouvelles d'Arménie Magazine

16 octobre 2024

[Génocide arménien : une radio turque contrainte de cesser d'émettre - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://www.armenews.com)

Génocide arménien : une radio turque contrainte de cesser d'émettre

Une radio indépendante turque condamnée pour avoir laissé un invité évoquer sur son antenne le génocide arménien de 1915 a annoncé qu'elle va cesser d'émettre mercredi.

Açık Radyo, qui émet depuis trente ans et se proclame « ouverte à tous les voix et à toutes les couleurs », a vu sa licence révoquer par le Haut conseil turc de l'audiovisuel (RTÜK).

« La diffusion terrestre d'Açık Radyo cessera à partir de 13H00 (10H00 GMT, NDLR) aujourd'hui », a indiqué sur X la radio stambouliote.

« [Açık] radio ne peut pas et ne sera pas réduite au silence », a affirmé la radio dans un communiqué, annonçant sa volonté de faire annuler cette décision en

justice.

La station avait été condamnée fin mai à une amende et à cinq jours d'interdiction de diffusion de son émission dans laquelle, fin avril, un invité était revenu sur les massacres d'Arméniens perpétrés en 1915 par les troupes ottomanes, les qualifiant de « génocide », à l'instar de nombreux historiens.

Le Haut conseil turc de l'audiovisuel, qui avait reproché à la radio de ne pas avoir « tenté de corriger les déclarations faites par l'invité », a ensuite annulé sa licence au motif que sa direction n'a pas respecté cette suspension de cinq jours de l'un de ses programmes pour « incitation à la haine et à l'hostilité ».

Le génocide arménien est reconnu en tant que tel par les gouvernements ou les Parlements de nombreux pays comme aux États-Unis, en France et en Allemagne. Le nombre des Arméniens ayant trouvé la mort dans ce génocide est évalué à entre 600.000 et 1,5 million.

La Turquie, issue du démantèlement de l'Empire ottoman en 1920, continue de récuser ce terme et évoque des « massacres » doublés d'une famine, dans laquelle 300.000 à 500.000 Arméniens et autant de Turcs ont péri.

« Nous demandons aux autorités de restituer l'antenne [à Açık Radyo] et de mettre fin à cet acharnement scandaleux », a indiqué mercredi Erol Önderoğlu, représentant de Reporters sans Frontières (RSF) en Turquie, saluant une « radio qui a depuis sa création il y a 30 ans incarné l'information pluraliste (...), dans un pays où la polarisation médiatique n'a cessé de se renforcer ».

La Turquie, dirigée depuis deux décennies par Recep Tayyip Erdogan et son parti AKP (islamo-conservateur), pointe à la 158^e place sur 180 du classement 2024 de la liberté de la presse de RSF.

Istanbul, 16 oct 2024 (AFP) -

RUSSIE

Nouvelles d'Arménie Magazine

18 octobre 2024

L'affirmation russe sur le retour des Arméniens du Karabakh est rejetée à Erevan

Des hommes politiques arméniens du gouvernement et de l'opposition, ainsi qu'un représentant des dirigeants en exil du Haut-Karabakh, ont rejeté jeudi l'affirmation de la Russie selon laquelle les Arméniens du Karabakh peuvent retourner en toute sécurité dans leur patrie reprise par l'Azerbaïdjan il y a un an. Lors d'une conférence de presse mercredi, Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des affaires étrangères, a parlé des « mesures constructives prises par Bakou pour permettre à la population qui a quitté son lieu d'origine d'y retourner ».

« La possibilité de revenir était et est toujours là. Si, comme vous le dites, les gens sont intéressés par la préservation de leurs maisons, de leurs lieux d'origine, alors peut-être devraient-ils en profiter », a-t-elle déclaré, répondant à une question d'un journaliste arménien.

Metakse Hakobian, un parlementaire du Karabakh qui a également fui la région avec ses plus de 100 000 habitants juste après l'offensive de l'Azerbaïdjan en septembre 2023, a déploré les commentaires de M^{me} Zakharova.

« Bien sûr, tous les Arméniens de l'Artsakh rêvent de retourner en Artsakh », a-t-elle déclaré au service arménien de RFE/RL. « Mais il y a une condition importante : cela ne peut pas se faire en présence ou même à proximité des Azerbaïdjanais.

Tigran Abrahamian, membre de l'opposition au parlement arménien, a également été déconcerté par les affirmations de l'officiel russe. Il a déclaré que des « mécanismes de sécurité clairs » devaient être mis en place pour les Arméniens du Karabakh « afin que leur rapatriement ne conduise pas à un autre génocide à l'avenir ».

Lilit Minasian, collègue d'Abrahamian représentant le parti au pouvoir, le Contrat civil, a également déclaré : « Nous sommes en contact avec nos compatriotes du Karabakh et ils disent eux-mêmes que maintenant que tout le territoire est sous le contrôle de l'Azerbaïdjan, ils ne peuvent pas rentrer pour des raisons de sécurité. M. Minasian s'en est pris aux quelque 2 000 soldats de la paix russes qui ont été déployés au Karabakh après la guerre de 2020 entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Le gouvernement arménien a condamné leur incapacité à prévenir ou à arrêter l'assaut qui a rétabli le contrôle total de Bakou sur le Karabakh et forcé la quasi-totalité de la population de la région à se réfugier en Arménie.

Le président Vladimir Poutine et d'autres responsables russes ont rejeté ces critiques. Ils ont déclaré que le Premier ministre Nikol Pashinian avait lui-même ouvert la voie à la reprise du Karabakh par l'Azerbaïdjan en reconnaissant la souveraineté azerbaïdjanaise sur ce territoire.

La politique de M. Pashinian a également été dénoncée par ses opposants politiques nationaux ainsi que par les dirigeants du Karabakh. Abrahamian s'est plaint jeudi qu'Erevan n'affirme pas le droit des Arméniens du Karabakh à retourner chez eux en toute sécurité dans les pourparlers de paix en cours avec Bakou.

M^{me} Zakharova avait déclaré en février que Moscou discutait actuellement avec Bakou de la possibilité d'un tel rapatriement. Gegham Stepanian, médiateur du Karabakh pour les droits de l'homme, a répondu à l'époque que les réfugiés ne rentreraient pas même si les Russes leur offraient des garanties de sécurité supplémentaires. Les troupes russes ont achevé leur retrait du Karabakh quatre mois plus tard.

Même avant leur exode, les dirigeants et les habitants du Karabakh ont clairement indiqué qu'ils ne vivraient pas sous la domination de l'Azerbaïdjan.

ISRAËL

ARMENPRESS

17 octobre 2024

Israël confirme que le chef du Hamas, Yahya Sinwar, a été tué à

Gaza

EREVAN, 17 OCTOBRE, ARMENPRESS: Israël a annoncé jeudi 17 octobre que le chef du Hamas, Yahya Sinwar, avait été tué lors d'une opération militaire dans la bande de Gaza, portant un coup décisif au mouvement islamiste palestinien qu'il combat depuis plus d'un an.

L'armée et les services du renseignement intérieur « confirment qu'après une traque d'un an, hier (mercredi), le 16 octobre 2024, des soldats de l'armée israélienne ont éliminé Yahya Sinwar, le chef de l'organisation terroriste Hamas, lors d'une opération dans le sud de la bande de Gaza », a indiqué l'armée dans un communiqué. Le Hamas n'a pas confirmé sa mort dans l'immédiat.

Published by [Armenpress](https://armenpress.am/fr/article/1202587), original at <https://armenpress.am/fr/article/1202587>

LIBAN

L'Orient -Le Jour

16 octobre 2024

[Le Liban dépose une nouvelle plainte auprès du Conseil de sécurité de l'ONU contre l'offensive israélienne - L'Orient-Le Jour \(lorientlejour.com\)](https://www.lorientlejour.com)

Le Liban dépose une nouvelle plainte auprès du Conseil de sécurité de l'ONU contre

L'offensive israélienne

Il s'agit de la deuxième plainte déposée cette semaine par la mission permanente du Liban à l'ONU, et sa troisième depuis la mi-septembre et le début de l'escalade israélienne.

OLJ / le 16 octobre 2024 à 14h05

Le ministère des Affaires étrangères, Abdallah Bou Habib, a annoncé mercredi que le Liban avait déposé une nouvelle plainte auprès du Conseil de sécurité des Nations Unies à New York concernant « l'agression israélienne contre le Liban durant la période du 3 au 14 octobre ».

Il s'agit de la deuxième plainte déposée cette semaine par la mission permanente du Liban à l'ONU, et sa troisième depuis la mi-septembre et le début de l'escalade israélienne. Lundi, une plainte concernant les effets de l'agression israélienne sur le secteur éducatif au Liban avait déjà été soumise au Conseil de sécurité.

« Violation continue de la souveraineté du Liban »

Selon la déclaration du ministère publiée par l'Agence nationale d'information (Ani, officielle), le Liban a condamné « les frappes aériennes surprises d'Israël dans les villes, les villages et les quartiers peuplés, au mépris de la vie des civils » ainsi que « la violation continue par Israël de sa souveraineté par mer, terre et air, et le fait qu'il ait pris pour cible des postes de l'armée libanaise, des ambulances et des organisations de secours, ainsi que des civils ne participant pas aux hostilités, en bombardant sans discernement des villes et des villages ».

Le ministère a donné des exemples d'incidents spécifiques pour étayer sa plainte, mentionnant des frappes aériennes israéliennes meurtrières sur le village d'Aïto, dans le caza de Zghorta, au Liban-nord, les quartiers de Noueiri et Ras al-Nabeh dans le centre de Beyrouth, le ciblage de stations de transfert d'eau dans le sud du Liban, le passage frontalier de Masnaa, les environs du temple de Baalbeck et le souk historique de Nabatiyé, dont la municipalité a été ciblée ce mercredi, tuant au moins cinq personnes, dont le président de la municipalité, Ahmad Kahil.

« Israël tente, par la force et des moyens militaires hostiles, d'imposer sa vision de la sécurité dans la région contre la souveraineté, la sécurité et la sûreté des

pays et des peuples de la région, en utilisant des affirmations qui ne reposent sur aucune preuve pour prouver le récit qu'il adopte, en particulier en ce qui concerne sa revendication d'autodéfense », peut-on lire dans la déclaration.

En outre, le Liban a demandé au Conseil de sécurité de condamner « l'agression israélienne généralisée et continue contre le Liban et son peuple, ainsi que l'invasion terrestre de son territoire » et a réitéré son appel au Conseil pour « contraindre Israël à appliquer pleinement la résolution 1701 du Conseil de sécurité en cessant immédiatement les hostilités et en se retirant immédiatement de tous les territoires libanais ».

Depuis le début du conflit entre le Hezbollah et Israël il y a plus d'un an, l'armée israélienne a tué plus de 2 350 personnes au Liban

.photo : Armineh JOHANNES